



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2661  
2 août 2019  
1,20 € • DOM: 1,80 €



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE** **OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

## **Crise économique, crise climatique...**

# **La faillite du système capitaliste**

**Canicule  
Hôpitaux  
en  
surchauffe**

p. 8

**Migrants  
Macron-Salvini,  
une politique  
criminelle**

p. 7

**Police  
Le pouvoir  
couvre  
les violences**

p. 4 et 12

**LEUR SOCIÉTÉ**

- Députés pris pour cible : indignation sélective 3
- Ceta : dans la cuisine du capital 3
- Macron : changement de ton, pas de fond 4
- Lycéens de Mantes-la-Jolie : circulez, il n'y a rien à voir 4
- Affaire Legay : le zèle d'un procureur 4
- Ventes d'armes : la France équipe la dictature saoudienne 4
- La Poste : une hausse de timbré 4
- Chômage : le mensonge de la décrie 5
- Pompiers en grève : « On en a plein les bottes » 5
- Prime à la conversion : le rabotage exclut les plus modestes 5
- Taxation des riches : quand les poules auront des dents en or 5
- Nantes : Steve Maia Caniço, mort noyé, victime de la violence policière 12

**DANS LE MONDE**

- Russie : le pouvoir et ceux qui le contestent 6
- Tunisie : Essebsi ou la continuité de l'État 6
- Migrants : de Macron à Salvini, une même politique criminelle 7
- Israël : les Palestiniens chassés de Jérusalem 7
- Brésil : déforestation et extermination des Indiens 7

**ENTREPRISES**

- Hôpitaux : la canicule, de quoi voir rouge 8
- Hôpitaux : la sécurité incendie oubliée 8
- Foyer Bara - Montreuil : halte aux pressions policières ! 8
- SNCF - Nantes : début d'été chaud à la gare 9
- SNCF TPE - Noisy-le-Sec : comme si la chaleur ne suffisait pas 9
- SNCF : un billet pour la galère 9
- Renault Flins : canicule et fièvre du profit 10
- Alstom General Electric : de quoi se plaindre 10
- Hôtel Ibis - Clichy-Batignolles : femmes de chambre en grève 10
- Cristallerie d'Arc : une campagne propatronale 11
- AMIS - Montluçon et Guéret : coup de colère 11
- Ex-Whirlpool - Amiens : la rage des salariés 12

**LUTTE OUVRIÈRE**

- À votre rencontre cet été 12

# Crises climatique, économique, c'est le système capitaliste qui est en faillite !

Lors de la canicule qui a touché la plus grande partie du pays, on a beaucoup vu les ministres à la télévision, répétant qu'il fallait boire, éviter les efforts physiques ; le Premier ministre s'est même rendu dans un Ehpad. Tous ces politiciens ont brassé beaucoup d'air mais cela n'a pas rafraîchi grand monde.

Pour ceux qui n'avaient d'autre choix que d'aller travailler, toute cette mise en scène n'a évidemment rien changé. Le gouvernement a fait des recommandations mais ce sont les patrons, et eux seuls, qui décidaient de l'aménagement éventuel des horaires et des postes de travail. Là où cela dépendait directement de lui, dans les hôpitaux, le gouvernement n'a rien fait pour les aider à faire face à cette situation, alors que depuis plusieurs mois de nombreux services d'urgence sont en grève pour dénoncer le manque de moyens matériels et humains.

Pourtant, il serait tout à fait possible d'anticiper ce genre de phénomènes. Des scientifiques ne cessent d'alerter en effet sur les conséquences du réchauffement climatique et sur le fait que la fréquence des canicules devrait encore augmenter dans les années à venir. Plus grave encore, les rapports se succèdent sur les risques de voir disparaître de nombreuses espèces végétales et animales, et de compromettre à plus long terme les possibilités de vie sur la planète. Des sommets internationaux se succèdent, sans rien démontrer d'autre que l'incapacité des gouvernants à agir face aux périls qui menacent l'humanité.

Les gouvernements se préoccupent avant tout de défendre les intérêts de leurs multinationales, finissant toujours par se soumettre à leurs exigences. En fait, ils sont tout aussi impuissants à résoudre le problème climatique qu'à faire face à la crise de leur économie.

Les capitaux sont libres d'aller s'investir dans une mine de charbon polluante, sans se préoccuper de la santé publique, comme ils peuvent se tourner vers la spéculation, au risque de provoquer une crise financière aux conséquences dramatiques pour l'ensemble de la société. Dans cette société, aucune autre loi que celle de la recherche du profit maximum ne s'impose aux puissances d'argent !

Le capitalisme a d'ores et déjà plongé le monde dans un chaos destructeur. Les licenciements font exploser le chômage et la pauvreté, des régions entières sont maintenues dans le sous-développement, pour qu'une minorité d'actionnaires et d'ultra-riches puissent prospérer et afficher une fortune insolente. L'aggravation de la crise conduit à une concurrence de plus en plus acharnée, à des guerres commerciales qui se multiplient et qui menacent de se transformer en guerres tout court. Depuis des années, plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Afrique ont été ravagés par des conflits et des interventions militaires des grandes puissances. Des milliers de femmes et d'hommes sont contraints de fuir leur pays, prêts à risquer leur vie pour gagner l'Europe, dont les frontières se hérissent de barbelés. Au fil des naufrages d'embarcations chargées de migrants, la Méditerranée est devenue un véritable cimetière.

Mais ceux qui meurent aujourd'hui sous les bombes, ou noyés en mer, sont peut-être l'image de l'avenir qui nous menace. Depuis plusieurs semaines, des bruits de bottes se font entendre dans la région du golfe Arabo-Persique où les États-Unis ont engagé une épreuve de force avec l'Iran. Personne ne peut prédire où peut conduire cette surenchère guerrière car, pour défendre leurs intérêts, les grandes puissances ont transformé le monde en une poudrière qu'une étincelle peut faire exploser.

Seule la classe des travailleurs peut offrir un autre avenir à la société. Placés au cœur de la production, ils sont en mesure de mettre fin à la domination de la bourgeoisie et de réorganiser l'économie sur des bases collectives et fraternelles. Pour agir sur le climat, qui ne connaît pas de frontières, comme pour mettre fin à la crise dans laquelle s'enfoncent l'économie, il faudrait planifier à l'échelle planétaire l'utilisation des ressources naturelles et la gestion des déchets. Il serait alors possible de satisfaire les besoins du plus grand nombre, tout en préservant l'environnement et l'avenir de la planète. En s'organisant autour de cet objectif, les travailleurs constitueraient une force irrésistible, capable de renverser le capitalisme, ce système qui menace d'entraîner toute l'humanité dans sa faillite.



La Bourse de Tokyo en baisse, le 31 juillet.

## Députés pris pour cible : indignation sélective

En quelques jours, au moins huit permanences de députés ont été attaquées et plus ou moins saccagées. Elles ont été la cible de paysans en colère contre le Ceta, ou de manifestants en rage contre la politique de Macron.

Il n'en a pas fallu plus pour que de nombreux politiciens réagissent contre ce qu'ils appellent une flambée de violence. Le chômage, les licenciements, les retraites qui ne permettent pas de vivre, tout cela n'est donc pas violent à leurs yeux... puisque cela ne les concerne pas!

Il est vrai qu'à Perpignan, samedi 27 juillet, les individus en cagoule qui ont attaqué et incendié la permanence du député LREM Romain Grau, lors d'une manifestation de gilets jaunes, ont pris le

risque de mettre en danger la vie des habitants de l'immeuble. Pour les autres actes, il s'agit d'inscriptions, de parpaings posés à la hâte pour murer les permanences visées, de fumier déposé devant les portes. On est loin de la montée de violences évoquée dans la presse. Combien de blessés chez les députés? Combien d'yeux arrachés chez les élus? Combien de députés portés disparus et dont le corps est retrouvé dans un fleuve? Rien ne peut cacher le fait que la violence la plus réelle actuellement est le



Permanence de la députée de l'Oise vandalisée par les jeunes agriculteurs le 29 juillet à Noyon.

JEUNES AGRICULTEURS

fait de la police.

Quant aux propos du député Grau: «*Ils venaient casser du député, donc casser la démocratie*», ils sont simplement ridicules. Ce n'est quand même pas la première fois que des paysans s'en prennent violemment à des préfectures ou des locaux de députés, sans que cela soit assimilable à des tentatives de

coup d'État!

Pour tous ces élus de la République, contester leurs choix, voire exprimer sa colère contre des votes qui aggravent la vie des classes populaires, est antidémocratique! En revanche, mener une politique qui enfonce toute une partie de la population dans la pauvreté, qui laisse les capitalistes licencier et saccager des

régions entières, qui promet des retraites de misère, tout cela est normal.

Mais voilà, il se trouve que ceux qui font tourner la société et vivent de plus en plus mal le supportent aussi de plus en plus difficilement. Leur colère finira par atteindre les vrais responsables de cette violence sociale là.

Marion Ajar

## Ceta : dans la cuisine du capital

Le traité commercial entre l'Union européenne et le Canada, le Ceta, signé par les députés européens et en vigueur depuis septembre 2017, a été voté par les députés français mardi 23 juillet. Pour devenir définitif, du moins autant qu'un traité peut l'être, il doit encore être accepté par les sénateurs français et par ceux des États européens qui ne l'ont pas encore approuvé.

L'accord vise à fluidifier les relations commerciales entre les deux parties, qui représentent actuellement plus de 60 milliards d'euros, en supprimant la plupart des taxes douanières. Les signataires affirment évidemment que le traité sera bénéfique aux entreprises concernées. Outre le fait que le bien des entreprises n'a pas grand-chose à voir avec le bien des travailleurs, il existe là comme ailleurs un gouffre entre les petites entreprises et les trusts mondiaux.

Du côté des petits et moyens producteurs, il semble que le roquefort, dont l'appellation sera désormais protégée jusqu'à la baie d'Hudson, s'en sorte mieux que la vache limousine, qui risque d'être concurrencée par le bœuf canadien. C'est ce qui soulève les protestations tant de la filière bovine française que des producteurs de lait canadiens. Mais il y a beaucoup moins de protestations, et pour cause, du côté des grands groupes capitalistes, agissant sous couvert de lobbyistes, spécialistes, députés, négociateurs

et autres. Ce sont eux qui ont tenu la plume des rédacteurs du traité durant les huit années qu'ont duré les négociations, eux qui ont sacrifié si nécessaire les intérêts des plus petits, eux qui ont poussé à ce que l'Union européenne revienne sur certaines normes sanitaires péniblement mises au point ces dernières années suite aux différents scandales et ont exigé que, réciproquement, le Canada en accepte quelques-unes.

Leur résultat est que, si les éleveurs du charolais se sentent menacés, les investissements directs présents et futurs des capitalistes européens au Canada, et réciproquement, seront mieux protégés, et c'est là le but réel. Il y a 6,7 milliards d'euros d'investissements français au Canada et le ministère des Affaires étrangères cite Michelin, Lafarge et la Sodexo parmi les premiers. Loin des fabricants de fromage de chèvre bio tourné à la main, ce sont plutôt des rapaces à la recherche de facilités sur le marché canadien. Ces trusts pourront désormais y étendre leurs affaires

sans aucune limitation. Dans l'autre sens, le traité a donné un coup d'accélérateur, à hauteur de près de deux milliards d'euros depuis un an, à l'exportation vers l'Europe de pétrole canadien. C'est pourtant celui dont la production, à partir des schistes bitumineux, détruit toute la région concernée. Les prétentions écologiques de l'Union européenne en général, et de la France en particulier, sont passées d'autant plus rapidement sous la table que les pétroliers européens ont des intérêts au Canada, Total en tête. L'ouverture des marchés publics aux entreprises des pays signataires ne concerne que de très loin le carreleur de Champigny-sur-Marne, le plombier polonais ou l'électricien québécois. Mais elle représente de somptueuses perspectives pour Bouygues, Vinci, Eiffage et leurs équivalents.

Les grandes entreprises ont de plus, comme dans nombre de traités internationaux depuis des dizaines d'années, pris des garanties juridiques contre d'éventuels changements de politique des États qui léseraient les investisseurs. Les tribunaux d'arbitrage uniquement composés d'hommes de main des trusts, et qui ont fait scandale par leur rapacité, ont été remisés. L'Union européenne prétend les remplacer par une instance nouvelle, dont elle garantit l'indépendance, et baptise pour cela le Ceta de traité de nouvelle génération. Mais, tribunal d'arbitrage ancienne manière ou juridiction de nouvelle génération, il n'y a là guère de nouveauté dans les rapports entre l'État et les capitalistes qui se prétendent spoliés. Lorsque la France a aboli l'esclavage en 1848, elle a dédommagé les propriétaires d'esclaves.

Judicialisée ou non, la pratique des dédommagements a toujours cours.

Le Ceta vise à régler au mieux, sur la base des rapports de force d'aujourd'hui, les rapports entre divers groupes capitalistes, aidés par leurs représentants étatiques, dans la recherche de ce qui est le plus rentable pour eux.

De nombreux écologistes, à commencer par Nicolas Hulot, dénoncent les dangers potentiels du Ceta et l'absurdité de l'intensification de certains échanges, au moment où l'on parle de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Ils ont certainement raison, à ceci près que le danger n'est pas le Ceta en soi, ni l'un quelconque des traités négociés entre capitalistes, mais le système lui-même.

Ne s'en prendre qu'au Ceta revient à se battre contre des moulins à vent.

Paul Galois



Les sables bitumineux de l'Alberta au Canada.

ARCHIVES METRO

## Macron : changement de ton, pas de fond

« Il y a des problèmes profonds dans notre pays qui sont liés à l'injustice, aux difficultés économiques qu'on connaît depuis longtemps. (...) Ceci crée des peurs. Notre défi c'est d'y répondre. Et je ne crois pas du tout que ce qui a créé une colère sincère d'une partie de la population soit derrière nous. »

Macron, qui parlait ainsi samedi 27 dans une commune chic du Var, n'avait pas habitude à tant d'humilité. Évidemment, sur le fond, cela ne change rien. En classant le profond mécontentement populaire actuel dans la rubrique des peurs, quasi irrationnelles donc, et qu'il faudrait simplement

apaiser, il montre qu'il n'a pas l'intention de changer de politique. Mais il voudrait seulement montrer qu'il en rabat un peu sur son arrogance personnelle – ouvrières illettrées, chômeurs fainéants... – qui a joué son rôle dans la montée de la colère et des tensions. L'approche des municipales

et le nombre élevé d'incidents concernant les permanences d'élus de son parti LREM y sont peut-être pour quelque chose.

Le changement de ton ne mettra évidemment pas fin aux attaques gouvernementales, car Macron doit continuer à faire le job pour ses maîtres capitalistes. Et en effet la colère doit continuer à se manifester, non seulement contre Macron, mais contre ceux qui bénéficient de sa politique.

Pierre Lemaire



## Lycéens de Mantes : circulez, il n'y a rien à voir

Le 6 décembre dernier, à Mantes-la-Jolie, 151 jeunes avaient été interpellés lors d'une mobilisation lycéenne et mis à genoux, les mains sur la tête, certains la face contre un mur ou le visage dans la boue, encerclés de policiers en tenue de Robocop. Le 26 juillet, cette affaire a été classée sans suite.

La vidéo de l'interpellation, filmée par un policier entouré de ses collègues hilares, avait suscité une large indignation, poussant même certains enseignants et lycéens à faire grève et à manifester. Des syndicats lycéens puis dix des mineurs interpellés avaient déposé plainte, notamment pour atteinte arbitraire à la liberté individuelle, violences volontaires par dépositaire de l'autorité publique et pour diffusion illégale de l'image de personnes.

Pour la procureure de Nanterre en charge du dossier, « le fait de retenir les personnes interpellées en position à genoux ou assise,

entravées pour certaines d'entre elles, apparaît justifié par le contexte exceptionnel de violences urbaines graves ». Cette représentante de la justice bourgeoise, l'IGPN, comme Macron et Castaner, délivrent à la police un permis de faire usage de violence contre tous ceux qui osent exprimer leur protestation. Le « contexte exceptionnel de violences urbaines graves », c'est ainsi que ces gens-là désignent les manifestations de gilets jaunes, de lycéens ou de travailleurs en lutte qui contestent la politique de ce gouvernement !

Christian Chavaux

## Affaire Legay : le zèle d'un procureur

Le procureur de la République de Nice a reconnu avoir menti le 25 mars dernier en affirmant que Geneviève Legay, une manifestante septuagénaire grièvement blessée, n'avait pas été en contact avec les forces de l'ordre.

Le 23 mars, il avait pourtant assisté à la charge de la police depuis le centre de supervision et ses nombreux écrans de surveillance. Il avait même pu constater le refus des gendarmes de charger la foule pacifique sur ordre du commissaire Souchi, ordre qu'ils jugeaient disproportionné. Le

procureur justifie son mensonge aujourd'hui devant sa hiérarchie, disant n'avoir pas voulu mettre le président Macron dans l'embarras « avec des divergences trop importantes » entre les versions.

En effet Emmanuel Macron, quelques heures avant la conférence de presse du procureur, avait exonéré les forces de l'ordre de toute responsabilité et s'était même permis de faire la morale, souhaitant « une forme de sagesse » à la septuagénaire toujours à l'hôpital.

Ce procureur a donc dû reconnaître qu'il est aux

ordres du pouvoir et que sa vision de la justice et de la vérité s'adapte en toutes circonstances à ce que déclare le chef de l'État. Et, non content de mentir, il a fait en sorte que l'enquête corrobore ses déclarations : pour couvrir le commissaire, il a confié l'enquête à la compagne de ce même commissaire.

Malheureusement pour lui, tout cela s'est vu et a été dénoncé, l'obligeant à reconnaître sa tentative de travestir la vérité. Mais si, en plus d'obéir au pouvoir, il faut le faire dans la finesse...

Aline Urbain

## Ventes d'armes : la France équipe la dictature saoudienne

Le 24 juillet, une cérémonie de lancement de navire se déroulait au chantier naval de Cherbourg, pour la mise à l'eau d'un patrouilleur militaire destiné à la marine saoudienne et d'un bateau d'interception, premier d'une série de 39 à livrer au corps des gardes-côtes de Riyad.

La dictature saoudienne faisant un peu trop parler d'elle en ce moment, les ministres ne se sont pas sentis tenus de venir sabler le champagne du constructeur naval cherbourgeois CMN, spécialisé en bâtiments militaires. La députée LREM du secteur n'était d'ailleurs pas invitée. Seul le maire PS était là, aux côtés du principal actionnaire du groupe et d'une riche brochette d'officiels saoudiens.

Depuis 2015, 120 bateaux militaires ont été vendus par les chantiers navals français à Riyad, sans compter la rénovation par Naval Group des principales frégates, équipées pour l'électronique par Thales et pour les missiles par MBDA. La ministre Florence Parly, en dévoilant

début juillet le rapport 2018 des ventes d'armes de la France à travers le monde, s'enorgueillissait de la présence de la monarchie saoudienne en troisième position des meilleurs clients de l'industrie d'armement tricolore. Cela n'est pas nouveau : dans la décennie précédente, l'Arabie saoudite était le second meilleur client, avec 11 milliards d'emplètes d'engins de mort.

Ce pourrait n'être que les affaires courantes, et hautement rentables, des

industriels de l'armement soutenus par le gouvernement. Sauf que les engins vendus ne sont pas purement décoratifs et qu'ils tuent. Et, dans le cas de l'Arabie saoudite, ils contribuent aux massacres que le royaume perpète depuis 2015 au Yémen. La responsabilité des dizaines de milliers de morts déjà recensés et de la famine qui touche le pays incombe au pouvoir tenu par Mohamed Ben Salman, et aussi à ceux qui l'arment.

Viviane Lafont



Capture d'écran de la vidéo

## La Poste : une hausse de timbré

Le prix du timbre va à nouveau augmenter de 10% en janvier prochain. Le vert passera de 0,88 à 0,97 euro. Le rouge, dit pour lettres prioritaires, passera de 1,05 à 1,16 euro. Il coûtait, il y a cinq ans, 66 centimes. Il a donc presque doublé en quelques années.

La Poste donne comme

raison la baisse du volume de courrier. Mais ce n'est certainement pas aux usagers de payer les frais de cette évolution, d'autant qu'en 2018 le bénéfice net du groupe a été de 798 millions d'euros. Le cachet de la poste fait foi... du fait qu'il vide de plus en plus le portefeuille.

C.B.

## Chômage : le mensonge de la décrue



**Temps frais ou canicule, le chômage recule. C'est du moins ce que le gouvernement voudrait faire croire, à grands renforts de statistiques.**

Ainsi Pôle emploi constate au deuxième trimestre 16 800 chômeurs en moins dans la catégorie A, demandeurs d'emploi sans aucune activité et disponibles immédiatement. Mais même ceux qui se félicitent de ce succès doivent avouer que la décrue est bien lente, si tant est que décrue il y ait.

Car la seule évidence reste celle du chômage de

masse. Pôle emploi compte 3,63 millions de chômeurs de catégorie A, et près de 6 millions toutes catégories confondues. En fait, gouvernants et commentateurs doivent eux-mêmes reconnaître que le chômage de longue durée augmente, ce qui signifie une aggravation réelle sur le long terme.

Le 28 juillet, le gouvernement a publié au *Journal officiel* sa réforme de

l'Assurance chômage annoncée à la mi-juin. Dès le 1<sup>er</sup> novembre, le nouveau calcul se mettra en place. Il faudra pour être indemnisé avoir travaillé six mois au cours des 24 derniers mois, au lieu de quatre sur 28 mois précédemment. Le rechargement des droits exigera six mois de travail, au lieu d'un seul. Le montant de l'indemnité sera calculé sur le mois entier, et non plus sur les jours travaillés, ce qui le fera chuter mécaniquement. Selon l'Unedic, plus d'un million de chômeurs seront touchés, la moitié de ceux qui touchent une allocation.

Ainsi, non seulement le chômage ne recule pas réellement, mais il est de plus en plus mal indemnisé. C'est une attaque non seulement contre les chômeurs mais contre tous les salariés, tous concernés par la menace de perdre leur emploi et d'être de plus en plus mal indemnisés. Voilà ce que voudrait cacher le compte de fées de la «lente décrue» du chômage.

**Vincent Gelas**

## Pompiers en grève : "On en a plein les bottes!"

**Cela fait maintenant un mois qu'un mot d'ordre national de grève des pompiers a été lancé à l'appel de sept syndicats, qui court jusqu'au 31 août. La grève fait tache d'huile, touchant 85 % d'entre eux, et prend des formes diverses, les pompiers étant tenus d'assurer un service minimum.**

Dans les Landes, ils étaient une quarantaine à manifester devant la préfecture de Mont-de-Marsan, vendredi 26 juillet. Ailleurs, comme à Forbach, ils ont de nouveau tagué les véhicules de service et installé des banderoles dénonçant le manque d'effectifs. Même

chose à Bayonne, pendant les fêtes, où une banderole géante a été déployée le 24 juillet sur un pont, clamant que les secours étaient en danger.

Effectivement, le constat que le service public de secours est malade, comme le dit un dirigeant syndical,

est partout criant. Selon les propres chiffres du ministère de l'Intérieur, le nombre des interventions des pompiers a augmenté de 15 % entre 2008 et 2017, mais les effectifs, eux, ont diminué de 1 % sur la même période. Cela alors que, du fait des carences des services de l'État, que ce soit dans la prise en charge par les Samu, les urgences hospitalières, ou par l'extension des déserts médicaux, de plus en plus de personnes font appel à eux car, là, elles sont assurées d'avoir une réponse.

Les pompiers revendiquent avant tout un recrutement massif de personnel, mais aussi des augmentations de salaire par le biais d'une revalorisation de la prime dite de feu.

Le manque de personnel chez les pompiers est le résultat de la même politique d'économies dans tous les services publics. C'est la même raison pour laquelle les hôpitaux et les services d'urgence craquent. L'argent public est drainé vers le grand patronat ou vers les banques. Pour arrêter cela, il y a vraiment le feu.

**Étienne Hourdin**



En avril, à Niort.

## Prime à la conversion : le rabotage exclut les plus modestes

**Lancée en janvier 2018 pour le plus grand bénéficiaire des industriels de l'automobile, élargie ensuite début 2019 comme réponse à la protestation des gilets jaunes contre la hausse des prix du diesel, la prime à la conversion a été sérieusement revue à la baisse par le gouvernement depuis le 1<sup>er</sup> août.**

La prime était prévue au départ pour ne concerner que 100 000 véhicules par an, envoyés à la casse en échange de l'achat d'un véhicule moins polluant, mais les demandes pour 2019 avaient atteint un rythme annuel de 450 000. Il n'était pas question pour l'État de payer cette prime, entre 1 000 et 5 000 euros par véhicule, avec le montant alloué dans le budget 2019. Il aurait manqué 300 millions d'euros. Le gouvernement a donc décidé d'en changer les règles d'attribution.

Pour justifier son empressément à durcir les conditions d'attribution de cette prime, il a mis en avant les exemples d'acheteurs fortunés qui en auraient bénéficié pour acquérir des voitures de luxe dont certaines dépassant les 60 000 euros, Mercedes, BMW ou autres Tesla. Dans la nouvelle mouture, les automobilistes souhaitant acheter un véhicule électrique coûtant plus de

60 000 euros ne peuvent plus prétendre à la prime. Cela permet de laisser supposer que l'État ne s'en prendrait qu'aux plus riches, alors qu'en réalité, 80 % des bénéficiaires de la prime à la conversion sont des travailleurs non imposables. Ceux-là perdront gros aux changements.

Quand le gouvernement décide de sortir les véhicules diesel d'occasion des critères d'attribution de la prime pour la diminuer, ou quand il recentre les aides sur les véhicules les plus propres, excluant de ce fait de nombreuses voitures telles que certains modèles de Clio ou de Fiat 500, cela ne peut toucher que des salariés modestes. Ils devront dès lors continuer de rouler avec leur vieille guimbarde, à condition que la législation sur la pollution ou le durcissement du contrôle technique le leur permettent encore.

**Gilles Boti**

## Taxation des riches : quand les poules auront des dents en or

Aux lendemains de son élection à la présidence de la République, Macron s'était empressé de servir la soupe avec une grosse louche en argent à la bourgeoisie. Rien n'était plus pressé que de supprimer l'ISF.

Ce cadeau de plus de trois milliards d'euros par an, l'ISF étant remplacé par un impôt fortement réduit sur la fortune immobilière, avait provoqué un mécontentement général : le nouveau monde de Macron ressemblait un peu trop rapidement à celui de Sarkozy, à son bouclier fiscal.

Pour tenter d'atténuer ce rejet amplement mérité, le gouvernement avait alors prétendu que, pour compenser ses largesses, il allait taxer les signes extérieurs de richesse, voitures de sport ou de luxe surpuissantes, yachts de plus de 30 mètres de long.

Dès le départ, le projet restait modeste. Le

propriétaire d'une Lamborghini Gallardo à 210 000 euros pouvait s'en sortir avec 2 500 euros de taxes. L'objectif affiché par le gouvernement était tout au plus d'obtenir 40 millions d'euros au total.

Le bilan de cette prétendue taxation des riches vient d'être présenté à l'Assemblée nationale. Seuls 3 400 véhicules en ont fait les frais, rapportant à peine la moitié des sommes escomptées. Parmi les yachts, sept ont été taxés, rapportant à l'État moins de 100 000 euros sur les 10 millions prévus. Le Conservatoire du littoral, qui devait bénéficier de l'argent rapporté pour agir pour la protection de l'environnement, n'en a toujours pas vu la couleur. Décidément, le gouvernement est plus efficace pour le prélèvement à la source sur les salariés que pour la taxation des riches en aval.

**G. B.**

## Russie : le pouvoir et ceux qui le contestent

**De nouvelles manifestations contre le régime Poutine, les plus importantes depuis 2011, ont eu lieu à Moscou à l'approche des élections du 8 septembre, qui doivent désigner les membres du Parlement de la capitale, en fait son conseil municipal.**

Il y a un an, après que sa réforme des retraites avait mobilisé contre elle l'opinion et d'abord les travailleurs durant des semaines, le pouvoir avait essuyé plusieurs revers électoraux cinglants. Et le Kremlin veut à tout prix empêcher que s'exprime un mécontentement social persistant à l'occasion de ce scrutin, même si les 45 élus qu'il désignera n'auront qu'un rôle figuratif : les décisions pour la capitale ne relèvent que du maire, un affidé de Poutine, dont le poste n'est pas en jeu.

Depuis des semaines, une commission électorale aux ordres a donc rejeté 57 candidatures dites indépendantes, car n'ayant l'aval ni du parti du pouvoir, Russie unie, ni de l'opposition parlementaire de Sa Majesté. Elle s'est contentée en général d'invalider une partie des milliers de signatures que ces candidats à la candidature avaient dû recueillir.

Plus de 20 000 Moscovites ayant défilé le 20 juillet pour exiger de pouvoir choisir leurs candidats, le Kremlin a refusé que cela se reproduise. Samedi 27, il a interdit une manifestation prévue pour dénoncer la censure électorale, a incarcéré l'opposant en vue Navalny

pour son appel à manifester, puis a lancé ses OMON (CRS russes) contre ceux qui le défiaient dans la rue. Il y a eu des centaines de blessés et 1400 arrestations.

Même inscrit dans la Constitution, le droit de vote n'est qu'une farce en Russie. Poutine se pose en défenseur du peuple russe, mais il gouverne au service d'une bureaucratie d'État tentaculaire dont il protège la place, le parasitisme et les revenus. Car elle détient le pouvoir, source de toutes les richesses, avec au sommet de la pyramide la haute bureaucratie et ses ministres qui dirigent des géants industriels et financiers, avec ses oligarques et ses nouveaux capitalistes, la plupart issus eux-mêmes des rangs de ces bureaucraties qui prospèrent à l'abri du pouvoir.

Les manifestants ont raison de dénoncer la farce électorale que met en scène le régime, dans le seul but de légitimer sa mainmise sur les principales sources d'enrichissement et ses mauvais coups contre la population. Mais ceux qui donnent le « la » à cette protestation, Navalny et ses amis politiques, ne représentent pas plus les intérêts de la population. Ils

s'en prennent certes aux turpitudes des hommes au pouvoir, mais le font en défendant le droit des bourgeois à exploiter les travailleurs. Ce qu'ils dénoncent comme la principale injustice est de devoir graisser la patte aux membres de l'appareil étatique quand on est un entrepreneur qui veut faire des affaires. Ils vitupèrent le régime, mais en lui opposant un prétendu capitalisme propre : un système où les bourgeois n'auraient plus à partager ce qu'ils volent aux travailleurs avec les bureaucrates, qu'ils désignent comme les seuls parasites.

Les leaders de cette opposition sont réprimés quand ils étalent au grand jour tout ce que le pouvoir a d'anti-démocratique et de policier. Mais cela ne doit pas faire oublier qu'ils sont les défenseurs d'une classe tout aussi avide de s'enrichir sur le dos de la population que les bureaucrates, même si aujourd'hui elle en a moins les moyens.

Pouvoir des bureaucrates et opposition probourgeoise, ces deux blocs politiques rivaux représentent, chacun à sa façon, des forces hostiles aux millions de travailleurs du pays. Les couches sociales privilégiées de Russie s'en remettent majoritairement au pouvoir en place pour préserver leur domination, ce qui assure une certaine stabilité politique. Mais leurs



Lors de la manifestation tolérée du 20 juillet à Moscou : «J'ai le droit d'avoir mon candidat.»

homologues en Ukraine n'y parviennent qu'à travers la valse mouvementée de ceux qui incarnent le pouvoir suprême : Ianoukovitch, Iouchtchenko, re-Ianoukovitch, Porochenko, Zelensky. La hantise de Poutine et de son clan est que cela puisse se produire un jour en Russie.

Pour l'heure, bureaucrates et bourgeois ont leurs hommes au pouvoir, leur parti présidentiel avec sa pseudo-opposition parlementaire, leurs chaînes de télévision, leurs relais et associations à tous les niveaux de la société.

Ils ont même leur opposition, qui rêve de faire du Poutine sans Poutine!

En revanche, en Russie et d'ailleurs aussi en Ukraine, aucune force ne défend les intérêts des ouvriers, des exploités, en désignant comme leurs ennemis les bureaucrates et les bourgeois de leur propre pays, et comme leurs alliés les travailleurs des autres pays. Mais c'est bien un tel parti communiste et révolutionnaire qui fait défaut dans ces deux pays issus de l'ex-URSS.

**Pierre Laffitte**

## Tunisie : Essebsi ou la continuité de l'État

**Le président tunisien Béji Caïd Essebsi est décédé jeudi 25 juillet à l'âge de 92 ans. C'est à un fidèle collaborateur de l'impérialisme français que Macron a voulu rendre hommage, parlant de « celui qui fut trois fois ministre de Bourguiba, Premier ministre en 2011, deux fois ambassadeur, trois fois député et président de la Chambre ».**

Essebsi a commencé sa carrière comme conseiller de Bourguiba, homme qui, à la tête de l'État tunisien indépendant, permettait à l'ex-puissance coloniale française de prolonger sa domination. Sous Bourguiba, il devint ministre de l'Intérieur, se faisant la main dans la répression des manifestants et des opposants au nouveau régime. Ambassadeur en France en 1970, il devint un proche de Foccart, l'homme de main de la Françafrique, puis ministre des Affaires étrangères. Après le coup de force de Ben Ali, il adhéra au parti du dictateur et fut deux années durant président de la Chambre des députés tunisienne.

Le 12 février 2011, le dictateur Ben Ali s'enfuyait

devant la révolte populaire. Rapidement, Essebsi apparut le mieux placé pour prendre le relais et accréditer une transition démocratique. En tant que chef du deuxième gouvernement provisoire, il put recycler au nom de l'unité nationale d'anciens politiciens benalistes et des membres du courant islamiste.

C'est sous prétexte d'une nécessaire réconciliation qu'une loi d'amnistie a fait réapparaître au grand jour les anciens benalistes, ceux qui avaient prospéré à l'ombre du dictateur et dont la population voulait se débarrasser en 2011.

Pour les dirigeants occidentaux, Béji Caïd Essebsi aurait été un dirigeant modèle ayant permis

l'établissement de la démocratie parlementaire et évité que le pouvoir tombe aux mains des islamistes radicaux ou bien de l'état-major militaire, comme cela a été le cas en Égypte. Mais la population pauvre, elle, doit continuer à survivre au jour le jour de petits jobs,

de salaires de misère ou de l'économie parallèle du côté de la frontière libyenne.

Les fréquents mouvements de grève, les sit-in, les rassemblements de jeunes chômeurs prêts à émigrer coûte que coûte, ainsi que les manifestations de colère et de révolte régulièrement

réprimées, montrent que, huit ans après la révolte qui a chassé la dictature de Ben Ali, les conditions d'existence des classes pauvres ne se sont pas améliorées. En Tunisie, après celle de 2011, une autre révolution reste à faire.

**Christian Chavaux**



Tunis, septembre 2017 : «Non, nous ne pardonnerons pas.»

## Migrants : de Macron à Salvini, une même politique criminelle

**Un nouveau naufrage, le plus meurtrier à ce jour, a eu lieu au large des côtes libyennes le 25 juillet. Selon les témoignages de survivants recueillis par Médecins sans frontières, 400 migrants se trouvaient à bord de trois bateaux arrimés les uns aux autres. Une centaine de migrants auraient pu être secourus, mais au moins autant sont portés disparus.**

Le même jour, 140 migrants ont été secourus par des vedettes des gardes-côtes italiens. Neuf d'entre eux, dont une femme enceinte et sa famille, ont été évacués pour raisons médicales vers l'île de Lampedusa. Mais, face au refus du gouvernement italien de laisser débarquer les autres, ceux-ci sont condamnés à attendre depuis le 28 juillet dans des conditions de plus en plus difficiles et précaires sur le navire des gardes-côtes, le *Gregoretti*, mouillé dans le port militaire d'Augusta en Sicile.

Comme d'autres avant eux, ces 131 migrants sont victimes de la politique du

ministre d'extrême droite italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, qui saisit toutes les occasions pour renforcer auprès de son électorat son image d'homme à poigne. La démagogie de Salvini est confortée auprès de l'opinion publique italienne par l'attitude des autres États de l'Union européenne (UE), qui refusent de mettre concrètement en œuvre une solidarité à cette échelle pour accueillir les migrants. La palme de l'hypocrisie revient incontestablement à Macron, qui prétend se donner une image de progressiste s'opposant au nationalisme de Salvini, alors que sa politique vise à



Migrants en Libye.

rendre plus difficiles l'entrée et le séjour pour tous ceux qui cherchent à trouver refuge en France.

Dernière illustration de cette attitude, Macron s'est réjoui de pouvoir annoncer le 22 juillet un accord de principe entre 14 États de l'UE, censé mettre en place un « mécanisme de solidarité » d'accueil des migrants. Mais, au-delà de ces déclarations générales, comme l'a dénoncé le président de France terre d'asile, il n'y a pas d'actes. Il soulignait notamment à juste

titre que le port de Marseille continue de rester fermé aux navires des ONG ayant recueilli des migrants à leur bord. Face à cette hypocrisie, Salvini a beau jeu de déclarer qu'il ne laissera débarquer les migrants du *Gregoretti* qu'avec un plan précis et chiffré pour les répartir dans d'autres pays de l'UE.

Les dirigeants européens n'ont pas attendu que Salvini devienne ministre pour réduire les moyens consacrés au sauvetage en mer, pour tenter d'empêcher les ONG de

prêter secours aux naufragés, et pour financer les gardes-côtes libyens qui, quand ils ne laissent pas les migrants se noyer, les conduisent dans des camps où ils sont torturés et réduits à l'esclavage.

Macron et Salvini incarnent la même politique inhumaine et criminelle qui consiste à fermer les portes de l'UE devant les milliers de femmes et d'hommes jetés sur les routes de l'exil, les condamnant ainsi à risquer toujours davantage leur vie.

Marc Rémy

## Israël : les Palestiniens chassés de Jérusalem

**Lundi 22 juillet, les autorités israéliennes ont organisé la démolition de maisons palestiniennes au sud de Jérusalem. Des centaines de policiers et soldats israéliens ont bouclé au moins quatre bâtiments à Sour Baher, une banlieue de Jérusalem-Est dont un quartier se trouve en Cisjordanie, donc dans un territoire censé être sous contrôle de l'Autorité palestinienne.**

Plus de dix bâtiments, soit environ 70 appartements, ont commencé à être détruits, plus de 350 Palestiniens expulsés de leur maison et de leur terre. Cette démolition de constructions palestiniennes à Jérusalem-Est est une pratique

courante, qui s'inscrit dans la logique ségrégationniste de l'État israélien visant à ce que Jérusalem soit une ville en majorité juive. Depuis l'annexion de Jérusalem-Est lors de la guerre des Six-Jours en 1967, les gouvernements israéliens dans

leur surenchère nationaliste ont cherché à renforcer cette présence.

Les Palestiniens constituent 37% de la population de Jérusalem, mais moins de 15% de Jérusalem-Est est dédié aux constructions palestiniennes. Le gouvernement israélien refuse de délivrer des permis de construire aux familles palestiniennes, les contraignant à s'entasser dans certains quartiers de la ville et à construire leur logement plus près du mur dit de sécurité qui enserme la

Cisjordanie. Du coup, c'est le prétexte saisi par le gouvernement de Netanyahu pour procéder aux destructions, au nom de la sécurité d'Israël qui exigerait que l'armée ait toute liberté de mouvement aux abords du mur.

Ce mur a été construit par Israël à partir de 2002, à la suite de la seconde Intifada. C'est une barrière constituée de barbelés, clôtures électroniques et murs de béton atteignant jusqu'à 9 mètres de haut. Son tracé, qui doit atteindre à terme

712 kilomètres de long, se trouve à 85% en Cisjordanie occupée et, s'ajoutant aux colonies juives, il contribue au morcellement du territoire palestinien.

Fort du soutien de l'impérialisme américain, le gouvernement israélien poursuit sa politique de colonisation. C'est une impasse, y compris pour la population israélienne, réduite à jouer le rôle de geôliers et à mener une guerre sans fin.

Christian Chavaux

## Brésil : déforestation et extermination des Indiens

**Le 23 juillet au Brésil, le cacique Emyra du peuple wayapi a été assassiné par une bande de chercheurs d'or qui se sont emparés du village et en ont chassé les habitants. Même si la police a été envoyée pour enquêter, beaucoup voient dans ce crime le résultat de la politique du président Bolsonaro, qui considère les Indiens comme des parasites dont on ferait mieux d'exploiter les réserves de façon moderne et rentable.**

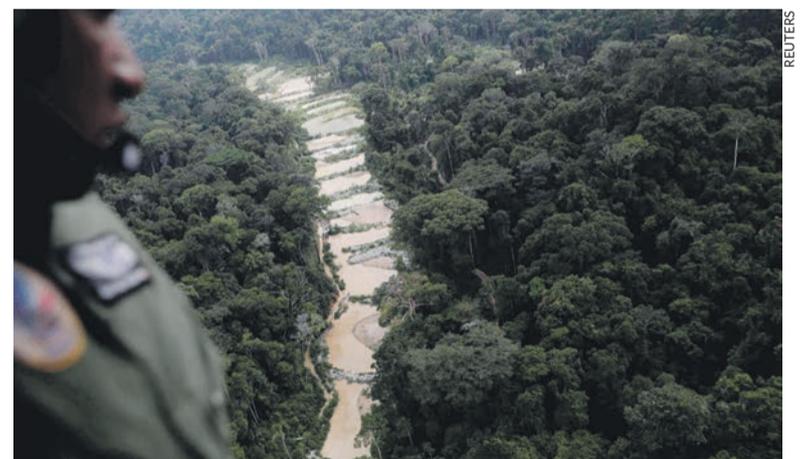
Les Wayapi occupent une zone montagneuse à cheval sur l'État brésilien de l'Amapa et la Guyane française. Comme tout l'arc montagneux qui borde le côté nord de l'Amazonie, cette région est susceptible d'être riche en or et attire les garimpeiros, des miséreux prêts à tout dans l'espoir de trouver de l'or. Leur arrivée apporte aux

Indiens violences, prostitution, épidémies mortelles de rougeole et pollution des rivières au mercure. Pour faire place nette, ils terrorisent et chassent les Indiens, en tuant ceux qui résistent ou pourraient résister.

Mais les orpailleurs ne sont que la première vague de colonisateurs. Une fois la région débarrassée de ses

Indiens et de ses possibles filons d'or, arrivent les exploitants sérieux. Les forestiers abattent et débardent les bois précieux et nettoient la forêt primaire, faisant place nette pour l'élevage en grand des bovins et pour les plantations de soja et de canne à sucre. Pour ces capitalistes de l'agro-industrie comme pour les chercheurs d'or, « le bon Indien est un Indien mort ».

Ce processus d'expropriation et d'extermination des Indiens rescapés de la Conquête est en marche depuis le boom du caoutchouc à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Les militaires de la dictature l'ont facilité en lançant les routes



Mine d'or sauvage dans l'État du Para, au Brésil.

transamazoniennes. Le retour du parlementarisme et l'arrivée au pouvoir du PT n'y ont mis aucun frein. Loin de s'opposer à la déforestation, Lula est allé jusqu'à qualifier de héros les planteurs de canne à sucre d'Amazonie.

Bolsonaro ne fait

aujourd'hui qu'ajouter à cette politique son franc-parler cynique. Les quelques institutions censées protéger les Indiens n'ont jamais protégé ni les Indiens ni leurs réserves des intrusions des prédateurs.

Vincent Gelas

## Hôpitaux: la canicule, de quoi voir rouge

À en croire la ministre de la Santé Agnès Buzyn, tout s'est bien passé dans les hôpitaux pendant les deux vagues caniculaires de juin et de juillet. Les services d'urgence n'ont certes pas été submergés comme en 2003, mais cet épisode a été extrêmement éprouvant, tant pour les patients que pour le personnel.

À l'APHP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris) très peu de services sont climatisés. C'est le cas par exemple dans les hôpitaux de la Pitié-Salpêtrière et Saint-Antoine. En dehors des réanimations, des blocs opératoires, des salles de réveil, seuls les secteurs techniques comportant des machines et les pharmacies le sont. Les rares bâtiments climatisés ont des modèles peu efficaces. Il faisait 28 degrés jeudi 25 juillet dans les chambres, pourtant équipées de climatiseurs, des patients de Gériatrie de l'hôpital Saint-Antoine. Alors, sans la climatisation, il n'est pas rare d'avoir 35 degrés,

comme par exemple en Rhumatologie à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

Certains postes de soins sont des pièces sans fenêtre, les offices alimentaires concurrencent volontiers les saunas. Mais le personnel est abreuvé de conseils par l'encadrement: tout ouvrir la nuit pour rafraîchir, tout fermer la journée, s'hydrater, ne pas faire d'efforts physiques, toutes mesures inapplicables ou peu efficaces!

Rien n'étant organisé rationnellement par la direction, certains services n'avaient même pas reçu de ventilateurs en quantité suffisante fin juin.



Quant à boire, comme le dit une infirmière de la Pitié: «Finir la journée sans avoir bu ni être allé aux toilettes, c'est toute l'année, y compris pendant la canicule.»

Au-delà de la surcharge de travail, il y a le problème de l'accès à l'eau. Des fontaines réfrigérées existent, mais souvent il faut traverser un bâtiment pour y accéder. En Chirurgie à Saint-Antoine, il y a même une seule fontaine pour les quatre étages du service! Les brancardiers et les coursiers ont eu droit à une seule

bouteille d'un demi-litre: à eux de se débrouiller pour la remplir.

Côté efforts physiques, en sous-effectif, le personnel court toute la journée, et cela ne s'arrange pas en cette période où l'activité bat son plein avant les fermetures de lits du mois d'août, et alors qu'une partie des agents sont déjà en vacances.

Le manque de sommeil accumulé par ces chaleurs a fini d'achever les plus résistants et la fin de semaine a vu des soignants un peu hagards.

La canicule n'est pas quelque chose d'inattendu, mais la direction ne met aucun moyen sérieux pour y préparer l'hôpital. En fait, elle gère ces épisodes comme elle gère le reste du temps: à l'économie.

Le mouvement de protestation des services des Urgences, qui continue depuis le mois de mars, est la réponse qu'il sera nécessaire de généraliser pour mettre un coup d'arrêt à la gestion criminelle de la santé dans tout le pays.

**Correspondant LO**

## La sécurité incendie oubliée

Une longue enquête du *Journal du Dimanche* sur la sécurité incendie dans les hôpitaux, reprise par la plupart des quotidiens, révèle une situation catastrophique dans beaucoup d'entre eux.

Ainsi, l'hôpital Bichat de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris est situé dans une grande tour de 15 étages, construite dans les années 1970. D'après les pompiers, il est impossible de la sécuriser. Pour les responsables de l'AP-HP, ce serait trop cher. Dans cette tour, il faut attendre de 5 à 10 minutes aux ascenseurs, pendant les heures de pointe. Depuis 2007, cet hôpital fait perpétuellement l'objet d'un avis défavorable d'exploitation, de la part de la commission de sécurité incendie. Quelques travaux ont bien été effectués mais, comme un nouvel hôpital devrait le remplacer au mieux en 2028, les autorités préfèrent attendre!

L'hôpital de La Timone de Marseille, lui, a reçu en 2017 un avis défavorable d'exploitation, et le rapport de la commission de sécurité incendie des Bouches-du-Rhône est édifiant: portes coupe-feux encombrées, défectueuses ou manquantes; issues de secours cadenasées ou inopérantes; vitres sans résistance au feu; absence de désenfumage; matériaux inflammables; quasi-impossibilité d'évacuer les patients alités...

Les témoignages du personnel soignant et de celui chargé de la sécurité font froid dans le dos: «Notre plus grande crainte, c'est de ne pouvoir évacuer les personnes à cause des fumées.» Ils témoignent des défaillances

du système de sécurité, et craignent qu'un millier de personnes puissent se retrouver piégées.

Combien d'hôpitaux, combien d'Ehpad, de cliniques, parmi les 6270 structures de santé du pays, sont concernés par cet état de danger incendie? Le ministère de la Santé prétend l'ignorer: «Les mises en conformité de sécurité incendie ne font pas l'objet de

remontées centralisées.» Il faut revenir à 2013, à un rapport de la Cour des comptes, pour avoir quelques éléments chiffrés. À cette date, 16% des bâtiments des CHU (centres hospitaliers universitaires) avaient reçu un avis défavorable d'exploitation. Pour la région parisienne, 20 établissements de l'AP-HP sur 370 ont actuellement un avis défavorable d'exploitation,

mais la liste n'a pas été publiée. On sait simplement que, en plus de Bichat, les hôpitaux Saint-Antoine à Paris, Beaujon à Clichy et Louis-Mourier à Colombes sont concernés.

Comme dit un médecin de Marseille: «Entre les punaises de lit, les cafards, le manque de matériel, de personnel, la sécurité incendie n'est pas le problème principal.» Car cette mise en danger, du fait du non-respect des normes de sécurité, n'est qu'un des aspects de la misère des hôpitaux. Ce qui est en cause est le choix des autorités responsables, c'est-à-dire du gouvernement et de ses exécutants, ministère de la Santé et ARS. En restreignant au maximum les budgets consacrés à la santé, en laissant se dégrader par tous les bouts les hôpitaux, ils mènent une politique criminelle.

**Bertrand Gordes**



L'hôpital de La Timone à Marseille.

## Foyer Bara - Montreuil: halte aux pressions policières

Intimidations, présence policière permanente, menaces d'expulsion: avec les mois d'été, le harcèlement contre les travailleurs immigrés de l'ex-foyer Bara de Montreuil, en Seine-Saint-Denis, ne cesse de s'intensifier.

Plusieurs travailleurs sans papiers sont maintenant l'objet d'une

obligation de quitter le territoire (OQTF). À l'automne, plus de 300 travailleurs, majoritairement d'origine malienne, ont été relogés dans un bâtiment réquisitionné par la mairie, bâtiment qui appartenait anciennement à l'AFpa, cela après des années de lutte pour faire reconnaître la totale insalubrité

et l'abandon de ce qui était le plus ancien foyer de migrants de la ville.

À la manœuvre du harcèlement policier, on trouve le préfet Georges-François Leclerc, qui a déjà sévi dans les Alpes-Maritimes pendant deux ans et demi, où il a orchestré une répression constante contre les migrants et leurs

soutiens, dont Cédric Herrou. Muté en Seine-Saint-Denis, ce représentant de l'État applique avec zèle la politique anti-immigrés du gouvernement contre les travailleurs sans papiers. Ceux de l'ex-Bara, dont certains ont été engagés dans des luttes contre la précarité à laquelle ils sont tous confrontés, ne sont pas

prêts à se laisser faire, avec le soutien de militants et d'habitants de Montreuil.

Ils sont bien décidés à se battre contre les pressions policières, pour la régularisation de tous et le droit à un logement digne. Ils appellent à manifester samedi 3 août à 14 heures, départ mairie de Montreuil.

**Correspondant LO**

## SNCF – Nantes : **début d'été chaud à la gare**

Plusieurs journées de grève ont eu lieu dans différents services SNCF de Nantes. Depuis la suppression de nombreux postes aux guichets, la situation est loin de s'être améliorée à la gare. Et c'est aussi le cas dans des gares à la périphérie, comme à Ancenis, Savenay ou Clisson.

C'est en partie pour ces raisons que la colère est profonde et que des cheminots ont décidé de contrer la politique de la direction.

Mi-juillet, les contrôleurs se sont mobilisés très majoritairement pour soutenir un des leurs, harcelé par son chef direct qui avait décidé de le déclarer inapte et de lui interdire de faire son travail à bord des trains. Cela a provoqué grève et mobilisation de soutien, avec l'aide de la CGT. Devant l'ampleur de la mobilisation et le nombre de grévistes venus dire ce qu'ils pensaient de tout cela, la direction a préféré désavouer ce petit chef et a rendu au cheminot son travail sur les trains. Ayant bien senti qu'il suffisait de pas grand-chose pour que cette grève fasse tache d'huile, elle a préféré éteindre le feu rapidement.

Mais le feu couve aussi aux guichets et à l'Escale en gare, et c'est aux guichets que les cheminots ont décidé de se mettre tous en grève le week-end suivant.

Pour l'instant, la direction reste sourde et préfère mettre occasionnellement des cadres ou des chefs dans l'espace de vente de billets pour pallier le manque criant de personnel. Les files d'attente de plus d'une heure ont d'ailleurs fait les gros titres des médias nationaux.

Depuis, c'est la politique du déshabiller Pierre pour habiller Paul. Des cheminots qui sont d'habitude sur d'autres gares, ou descendus des trains, sont mis à contribution. Mais tout cela ne suffit pas à remplacer une vingtaine d'emplois supprimés.

À l'Escale, à savoir l'accueil et les quais de la gare de Nantes, un cheminot en CDD a décidé d'attaquer la SNCF aux Prud'hommes pour faire requalifier son contrat de travail en CDI. Depuis cinq ans, il enchaîne contrat sur contrat. Ayant su que deux cheminots d'un autre service et dans la même situation que lui ont réussi à se faire embaucher en faisant respecter leurs droits



Grève en avril contre les suppressions de postes.

devant les Prud'hommes, il a lui aussi pris cette initiative et a eu gain de cause fin juin. Son contrat de travail devait donc se transformer en CDI, mais la SNCF a refusé de régulariser la situation, prétextant qu'elle n'aurait pas eu la notification du jugement avant la fin du contrat de travail. C'est faux, chacun le sait, et cela a mis le feu aux poudres. Voir avec quel mépris la SNCF traite un travailleur rétabli dans son bon droit a écœuré

la majorité des cheminots. Certains affichent depuis un badge avec son prénom.

Le dernier week-end de juillet, les cheminots de la gare se sont mobilisés sur trois jours. Les agents d'accueil, ceux s'occupant des personnes handicapées, les agents administratifs et les agents de départ des trains se sont mis majoritairement en grève pour dire stop à ces conditions de travail déplorables et imposer la signature du contrat de travail de

leur collègue. Aux guichets aussi, les cheminots s'y sont remis et il a été bien compliqué pour la direction de maintenir l'ouverture des guichets ce week-end!

Les cheminots n'ont pas dit leur dernier mot et il est probable que le mouvement en gare fasse tache d'huile et réussisse à en mobiliser dans d'autres services, qui ont aussi bien des raisons de demander des comptes à la direction de la SNCF.

**Correspondant LO**



Jean-François Rey MaxPPP

### Un billet pour la galère

Pour s'acheter un billet, les voyageurs ont parfois comme seule solution de se rendre en gare de Nantes, même s'ils viennent de Pornic ou de Saint-Gilles-Croix-de-Vie. Et là, ils trouvent la billetterie pleine à craquer, avec des horaires d'ouverture réduits. La grogne est quotidienne du côté des voyageurs, et certains ne se privent pas d'ailleurs de le faire comprendre au premier cheminot qu'ils croisent.

Si les relations entre les cheminots de la gare et

certains voyageurs sont conflictuelles, c'est du fait de la politique de la SNCF et du gouvernement, qui mènent une véritable politique de casse de l'emploi.

À bord des trains aussi, la situation est tendue. Sur la région, la SNCF a mis en place une politique de « régularisation des titres de transport » considérée à juste titre comme du vol, tellement le montant du billet pris à bord du train est maintenant élevé. Auparavant, le voyageur qui prévenait le contrôleur

s'en sortait pour un trajet au prix du guichet en gare. Maintenant, et malgré le fait qu'il se signale, le billet va lui coûter plusieurs dizaines d'euros supplémentaires!

De plus, la saignée opérée aux guichets touche aussi les contrôleurs qui restent dans les trains, car ils ont souvent affaire à des voyageurs sans billet ayant fait plus d'une heure d'attente aux guichets pour finalement n'avoir pas pu en acheter un.

**Correspondant LO**

## SNCF TPE – Noisy-le-Sec : **comme si la chaleur ne suffisait pas !**

En ces temps de canicule, la température grimpe dans les ateliers de maintenance et de réparation Paris-Est, en banlieue parisienne. La direction, à l'abri dans des bureaux climatisés, a refusé de réduire le temps de travail et a laissé les ouvriers suffoquer dans des ateliers surchauffés.

Quant aux travailleurs du ménage, ils ont dû continuer à s'occuper de rames laissées en plein soleil, où la température est montée jusqu'à 50 degrés lors du pic

de chaleur, jeudi 25 juillet. Eux n'ont même pas eu droit à une bouteille d'eau!

Pour couronner le tout, vendredi 19 et lundi 22 juillet, alors que le mercure

grimpait déjà bien, la direction a décidé de faire démarrer une locomotive diesel dans l'atelier, afin de fournir le courant nécessaire pour une des vieilles rames inox encore en service sur une partie de la région Est. Des câbles d'alimentation à 1500 volts sont bien prévus habituellement mais, faute d'avoir habilité suffisamment d'ouvriers à leur

manipulation, personne n'était là pour les brancher.

La direction n'avait même pas pris la précaution d'ouvrir les aérations en toiture, ni fait évacuer les ouvriers encore présents dans l'atelier. Plusieurs ont été incommodés par les fumées et l'un d'eux, intoxiqué, a été en arrêt les jours suivants.

La direction paye depuis

quelque temps un responsable sécurité de l'entreprise Dupont de Nemours pour tourner dans l'atelier. Il ne se prive pas de faire rappeler à l'ordre les ouvriers qui ne portent pas leurs équipements de sécurité. Mais il n'a rien à redire à l'exemple d'irresponsabilité donné par la direction.

**Correspondant LO**

## Renault – Flins : canicule et fièvre du profit

Les 24 et 25 juillet, c'était alerte rouge en Île-de-France. Dans les bâtiments de l'usine Renault de Flins, dans les Yvelines, le thermomètre dépassait les 43 degrés, comme ailleurs.

Sauf que, sous les verrières et les toits de tôle, près des machines, des grosses presses où les ouvriers travaillent le métal et le long des chaînes de montage, il fallait supporter en moyenne 5 degrés de plus qu'à l'extérieur, et ce avec des rythmes de travail déjà pénibles avec 20° de moins.

Les malaises se sont succédé, plus d'une vingtaine, nécessitant parfois l'évacuation par les pompiers. Dans un secteur du département Peinture, des travailleurs ont dû débrayer le 24 au soir pour que la direction arrête une ligne de production sur les deux, afin que les pauses soient plus longues. Mais, alors que rien de vital pour la société ne sort

des usines d'assemblage d'automobiles – les clients peuvent bien attendre un peu plus longtemps leur Zoe ou leur Clio 4 – la direction refusait d'arrêter la production, au moins pour l'équipe d'après-midi et de nuit, comme les militants CGT l'exigeaient. Beaucoup avaient en mémoire les tempêtes de neige qui avaient bloqué l'approvisionnement de l'usine en pièces et contraint la direction à supprimer les séances de travail, en prévenant tout juste les ouvriers concernés, d'ailleurs. Cette fois, elle se contentait de faire distribuer à volonté des bouteilles d'eau... à température!

En réunion du comité social et économique (CSE) le

25 juillet, journée pic de la canicule, les dirigeants de l'usine, venus éventail en main, refusaient à nouveau d'arrêter la production, provoquant le départ des délégués CGT. Le Code du travail ne fixe aucune limite de température au-delà de laquelle il serait interdit de faire travailler les salariés. Néanmoins l'employeur est censé procurer des moyens de rafraîchissement, et des normes de température existent en fonction de l'activité plus ou moins intense dans des locaux fermés. Les délégués ont donc déposé une alerte pour danger grave et imminent (DGI) et prévenu l'inspection du travail.

Des travailleurs, dans l'atelier des Presses, ont alors collectivement décidé de quitter le travail deux heures plus tôt et nombre d'autres, devant travailler



NORD-LITTORAL

l'après-midi ou la nuit, ne sont pas venus. Le patron aura finalement dû se contenter d'obtenir guère plus d'un tiers de son objectif de production.

Alors que les recommandations gouvernementales dignes de l'inventeur de

l'eau tiède s'étaient par tout, incitant la population même jeune et en bonne santé à sortir le moins possible, à ne pas trop bouger et à bien s'hydrater, la soif des patrons de l'automobile, elle, reste insatiable.

Correspondant LO

## Alstom – General Electric : de quoi se plaindre

L'association Anticor a porté plainte contre X pour corruption, dénonçant la direction du groupe Alstom et l'attitude du gouvernement français, notamment à propos de la vente d'une partie de l'entreprise à General Electric.

En 2014, à l'occasion d'un procès aux États-Unis, Alstom avait été reconnu coupable dans des affaires de corruption en Indonésie, Égypte, Arabie saoudite, Taïwan et aux Bahamas pour des faits ayant eu lieu entre 2000 et 2011. La justice américaine avait établi qu'Alstom avait payé 75 millions d'euros de pots-de-vin et falsifié des documents comptables, pour obtenir 4 milliards d'euros de contrats et réaliser 300 millions d'euros de bénéfices.

Pour faire pression sur Alstom, la justice américaine avait arrêté un de ses hauts cadres. Et, après avoir plaidé coupable, Alstom fut menacé d'une amende d'un milliard de dollars.

Or cela se déroulait pendant la vente de la branche énergie d'Alstom à General Electric. Des politiciens et des journalistes ont donc émis l'hypothèse que l'État américain avait utilisé la procédure judiciaire en cours pour faciliter la vente à General Electric. Et en effet, une fois la vente assurée, il se trouve que les tribunaux ont baissé le montant de l'amende à 772 millions de dollars (637,5 millions d'euros).

L'association Anticor souligne qu'il n'y a pas eu d'enquête sérieuse en France, même après que le PDG d'Alstom de l'époque a reconnu les faits. En revanche, l'État français est intervenu pour aider Alstom, mis à mal par cette amende record, en lançant en 2016 un plan de 700 millions d'euros de commandes, dont 400 millions directement sur fonds publics.

L'affaire ne s'arrête pas là. Dans l'accord de vente à General Electric, l'État français était prioritaire pour acheter 20 % des actions d'Alstom. Mais il a laissé Bouygues rafler la mise et réaliser une bonne opération lors de la fusion entre Alstom et Siemens en 2017. Les experts estiment que cela représente un cadeau au groupe Bouygues compris entre 350 et 500 millions d'euros.

Dans cette jungle capitaliste, tous les coups sont donc permis. Et les actionnaires peuvent s'appuyer sur leurs États nationaux pour leur venir en aide. En bout de chaîne, l'État fait payer la population en général et les travailleurs en particulier.

Hervé Boidet

## Hôtel Ibis Clichy-Batignolles : femmes de chambre en grève

Dans le hall de l'hôtel Ibis Clichy-Batignolles, à Paris, le son du tam-tam et des voix résonne. Les femmes de chambre ont échangé leur tenue de travail contre de belles robes africaines. Elles sont une trentaine en grève depuis le 17 juillet.

Embauchées par une entreprise sous-traitante, la STN, elles entretiennent les 700 chambres de cet hôtel. Elles voudraient être intégrées directement dans le groupe Accor dont Ibis fait partie. La colère les anime : « On ne veut plus être maltraitées, nous ne sommes pas des esclaves ! Les cadences sont intenables : faire trois chambres et demie dans une heure de travail, comme le prévoit la direction, c'est infaisable, d'autant plus que certaines chambres sont des suites, avec trois lits. » Du coup, elles doivent rester pour finir le travail... mais sans un sou en plus pour le

temps supplémentaire ! C'est du travail à la tâche, et celles qui n'y arrivent plus sont menacées de mutation. Elles exigent d'avoir à faire deux chambres par heure, pas plus.

Les travailleuses en CDD vivent en permanence sous la menace de la fin de contrat. Les grévistes veulent donc la transformation des CDD en CDI et celle des emplois à temps partiel en temps plein. « En travaillant 4 heures par jour, on a 600 euros par mois et, même à temps plein, on ne dépasse pas 1 100 euros, dimanche et jours fériés compris », disent-elles.

L'entreprise prête parfois de l'argent à ses salariées, mais ensuite elle le retire de la paye avec un taux d'intérêt de 20% : « Non seulement la direction nous sous-paye, mais en plus elle nous arnaque sur les prêts. »

Les grévistes veulent une prime de panier de 7,24 euros. La direction, suite à la grève, propose 2 euros ! Cette proposition est ressentie comme une provocation. « On veut être respectées » : l'exigence est d'autant plus importante qu'une collègue a été agressée et violée en 2017 par l'ancien directeur de l'Ibis alors qu'elle nettoyait une chambre. Depuis, il a été licencié et mis en examen, mais l'employée est toujours en arrêt.

Un rassemblement de soutien est prévu le jeudi 1<sup>er</sup> août devant l'hôtel.

Correspondant LO



# Cristallerie d'Arc : une campagne propatronale



Lors d'un débrayage en décembre 2018.

Fin juillet, le quotidien régional *La Voix du Nord* a consacré un dossier à la verrerie installée à Arques, dans le Pas-de-Calais. Cette entreprise leader mondial des arts de la table fait partie des dix plus grands sites industriels de France, avec aujourd'hui un peu moins de 5 000 salariés (contre 12 000 il y a encore quelques années).

Ce dossier a été l'occasion de marteler le discours patronal qui vise à justifier auprès des travailleurs les attaques qu'ils subissent depuis des années: gel des

salaires, suppression de centaines de postes, dégradation des conditions de travail, heures voire jours supplémentaires de travail, en particulier pour ceux travaillant en équipe, jusqu'à la mesquine suppression du café gratuit quotidien.

Les journalistes ont interviewé différents acteurs, mais les sons de cloche sont les mêmes: la situation actuelle serait due à de mauvais choix du passé, en particulier ceux de l'ancien propriétaire historique: la famille Durand. L'autre couplet qui revient porte sur les ouvriers qui ont été courageux d'accepter des sacrifices pour sauver l'entreprise, présentée comme un bien commun. Un bien commun? Dans cette usine,

combien de travailleurs ont été licenciés pour inaptitude après que le travailleur a démolé la santé? Combien d'ouvriers ont manipulé des produits dangereux, respiré des produits toxiques, avec des salaires réputés dans la région pour être particulièrement bas?

Que ce soit dans les périodes de croissance ou de crise, les actionnaires de l'usine ont fait des choix. Certains, comme les journalistes et les directeurs, aimeraient que les travailleurs de l'usine se sentent solidaires des préoccupations patronales. Mais, année après année, deux choses n'ont jamais changé: les patrons ont toujours fait le choix de faire payer aux travailleurs leurs prétendus

erreurs stratégiques; et à chaque fois les actionnaires ont bénéficié d'une perfusion permanente et massive d'argent public. La dernière en date a été les 60 millions d'euros avancés par l'agglomération, la région et l'Etat.

Ces journalistes présentent l'entreprise comme en crise depuis quinze ans. Mais qui peut sérieusement croire que, dans cette économie de requins, des actionnaires à la recherche du profit maximum aient pu accepter de perdre de l'argent pendant tout ce temps? Par exemple, en 2014, quand la famille Durand a revendu la majorité de ses parts, elle faisait partie des 200 familles les plus riches du pays.

**Correspondant LO**

## Amis - Montluçon et Guéret: coup de colère

Une seule famille possède les trois usines de Montluçon dans l'Allier, Guéret dans la Creuse et forges de Courcelles à Nogent, en Haute-Marne, sous le nom du groupe Sifcor, plus connu à Montluçon sous le nom d'Amis. Le 21 juillet, une note du directeur y a mis le feu aux poudres.

Depuis des années, la direction d'Amis n'a de cesse d'expliquer aux travailleurs que l'entreprise est au bord de la faillite. Les trois usines comptent plus de 1 000 salariés. Plus de 600 sont à Montluçon, dont de nombreux

travailleurs intérimaires. Ces usines produisent des pièces de moteur, de transmission et de liaison au sol pour les groupes automobiles PSA et Renault.

Au mois d'avril, lors d'une réunion avec les

syndicats sur les salaires, la direction demandait de la patience et reportait toute décision à l'été, avant le départ en vacances. C'est finalement le lundi 21 juillet que le directeur a écrit dans sa note que le manque de visibilité pour l'avenir a pour conséquence que l'augmentation pour 2019 sera de... 0%. Pourtant, quelques jours auparavant, les actionnaires s'étaient réunis pour se conforter dans l'idée

que tout allait bien. Alors, à peine la note affichée le mardi 23 juillet, l'idée d'un débrayage faisait le tour des ateliers à Montluçon mais aussi à Guéret.

À Montluçon, dès le lendemain, l'équipe du matin, soit plus de 40 ouvriers, ont cessé le travail de midi jusqu'à 13 heures, heure de leur fin d'équipe. Ceux de l'équipe d'après-midi les ont rejoints à plus de 40, débrayant également durant une heure. Le

directeur, passant devant le rassemblement, a dit qu'il recevrait deux délégués. Le travail a repris avec la fierté d'avoir fait tomber le silence et la crainte.

Il restait encore quelques jours avant les congés, pour une grande partie des travailleurs de l'usine. De quoi convenir d'un rendez-vous à la rentrée, qui sera peut-être animée, car le chemin est ouvert.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org

**Vidéos**  
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

**Audio-LO**  
www.lutte-ouvriere-audio.org

# Nantes : Steve Maia Caniço, mort noyé, victime de la violence policière

C'est bien le corps de Steve, jeune animateur périscolaire de 24 ans, qui a été repêché en Loire le 29 juillet, à quelques centaines de mètres de là où il avait disparu suite à une intervention musclée de la police, lors de la fête de la musique le 21 juin, quai Wilson à Nantes.

Cette nuit-là, alors que plusieurs milliers de jeunes participaient à une techno-party, une intervention brutale de la police puis des CRS mettait fin à la fête à quatre heures du matin, provoquant une telle panique que quatorze personnes tombaient dans la Loire.

Une information judiciaire contre X pour homicide involontaire vient d'être ouverte, mais la responsabilité de la police dans cette nouvelle bavure mortelle semble évidente, et particulièrement la responsabilité du commissaire divisionnaire Grégoire Chassaing, chargé des opérations de sécurité cette nuit-là à Nantes.

L'intervention de la police s'est faite alors que le danger de chute dans l'eau qu'elle ne manquerait pas de provoquer était connu. Mais le commissaire Chassaing n'en a eu cure. Il faut dire qu'il venait d'être décoré par Castaner, le ministre de l'Intérieur, pour son « engagement exceptionnel » contre les manifestations des gilets jaunes à Nantes !

Ce commissaire était pourtant déjà connu pour sa « vision exclusivement musclée de la sécurité », selon les dires mêmes d'un syndicat de policiers, le syndicat SGP Police. Cela n'a pas empêché que, juste après la chute des jeunes dans la Loire,

provoquée par son intervention, ce commissaire a reçu le soutien total du préfet qui déclarait : « Les forces de l'ordre interviennent toujours de manière proportionnée. Mais face à des individus avinés, qui ont probablement pris de la drogue, il est difficile d'intervenir de façon rationnelle. » Ce qui aurait été rationnel aurait été de laisser la fête aller à son terme, qui était proche.

La famille et les proches de Steve, très mobilisés dans la recherche du corps, n'ont eu de cesse de dénoncer la lenteur des opérations, disant que, si c'était un policier qui était tombé dans la Loire ce soir-là, on n'aurait certainement pas mis plus d'un mois pour le retrouver. Et, après avoir manifesté leur angoisse et leur colère lors de rassemblements, de marches à travers la ville et sous forme d'affichettes « Où



est Steve ? » posées partout dans Nantes, c'est maintenant la colère qui prend le dessus en réclamant « Justice pour Steve ! ».

Le Premier ministre a repris à son compte le rapport de l'IGPN qui ose affirmer : « Il ne peut être établi de liens entre l'intervention des forces de police et la

disparition de Steve Maia Caniço. » Entre la mise en danger de la vie de centaines de jeunes et la volonté de soutenir l'encadrement de ses forces dites de sécurité, toute la hiérarchie de l'appareil d'État a choisi son camp : ce n'est pas celui de la sécurité de la population.

Correspondant LO

## Ex-Whirlpool-Amiens : la rage des salariés

Le tribunal de commerce d'Amiens a statué mardi 29 juillet sur le sort des derniers travailleurs de l'ancienne usine de sèche-linges Whirlpool. 44 d'entre eux seront repris par le fabricant de mobilier Ageco, 138 sont à la rue. L'usine Whirlpool avait un effectif de près de deux mille travailleurs à une époque !



Entre les deux tours de l'élection présidentielle, les manifestations des salariés de Whirlpool attiraient l'attention des médias. Marine Le Pen et Emmanuel Macron

s'étaient alors déplacés sur le parking de l'usine pour faire des promesses. Macron a donné l'illusion de tenir la sienne, avec la complicité d'un repreneur véreux,

Nicolas Decayeux. Ce petit industriel local et président du Medef de la Somme a créé pour l'occasion la société WN, touchant 10 millions entre l'argent public et celui que Whirlpool devait au titre de la réindustrialisation du site. 160 des 280 anciens salariés étaient ainsi repris, pour assembler des voitures sans permis et des casiers réfrigérants.

En un an, quatre voitures ont été assemblées et autant de casiers, sans que rien ait été vendu. Pour occuper le personnel et continuer à maintenir la fiction d'un avenir de l'usine, des stages de formation étaient organisés : stage de lecture de plan, formation sur les écrous et les boulons, et même un stage sourire pour apprendre à accueillir agréablement dans l'usine d'éventuels clients, animé celui-là par une directrice commerciale qui ne souriait jamais à personne et fuyait les regards lorsqu'elle

descendait dans les ateliers où on l'interrogeait sur l'absence de travail.

« On a été trop naïf. On nous a fait des belles promesses et puis, un coup de balai ! », résumait un des ouvriers. « Macron est venu, on est dans la rue », « Honte au président du Medef, financier véreux », « Whirlpool nous a lessivés, WN nous a essorés », dénonçaient les banderoles lors d'une manifestation devant le tribunal de commerce vendredi 26 juillet.

Ceux qui étaient partis avec le plan social il y a un an ont eu un sursis de deux années de formation payées par Whirlpool. Pour ceux licenciés par WN, c'est Pôle emploi directement. Certains demandaient la démission de Nicolas Decayeux de la présidence du Medef, mais le moins que l'on puisse dire est qu'il s'est montré parfaitement à la hauteur de ce repaire de brigands.

La secrétaire d'État Agnès Pannier-Runacher est venue à Amiens annoncer mi-juillet les résultats de l'audit sur l'utilisation de l'argent public donné à WN et rassurer sur sa bonne utilisation... mis à part la destination inexplicable de 179 000 euros et des dépenses inadéquates au vu des résultats de l'entreprise (une loge privée au Parc des Prince à 15 000 euros, des cadres recrutés pour un salaire mensuel avoisinant les 16 000 euros, alors que les salariés avaient accepté une baisse de leur rémunération de 15 %). Un peu tardif, un an après et alors que l'usine ferme !

Le gouvernement a tout simplement magouillé pour faire croire qu'il était capable de maintenir les emplois. Croit-il qu'il pourra toujours tromper les ouvriers avec sa poudre de perlimpinpin ?

Correspondant LO

## Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

Face aux attaques du gouvernement et du patronat, comment organiser une riposte du monde du travail ? Quel programme et quelles

revendications mettre en avant ? Comment recréer un mouvement ouvrier révolutionnaire capable de changer la société ? C'est de cela que

les militants de Lutte ouvrière souhaitent discuter lors de leur passage dans votre ville. Les prochaines étapes sont les suivantes :

<b>Jura – Saône-et-Loire</b>	Vendredi 2 août : <b>Chauny/Tergnier</b>	<b>Aquitaine – Limousin</b>	<b>Manche – Mayenne</b>	Samedi 10 août : <b>Laval</b>
Judi 1 <sup>er</sup> août : <b>Dole</b>	Samedi 3 août : <b>Laon</b>	Lundi 5 août : <b>Langon</b>	Lundi 5 août : <b>Caen</b>	<b>Pas-de-Calais</b>
Vendredi 2 août : <b>Lons-le-Saunier</b>	<b>Languedoc</b>	Mardi 6 août : <b>Libourne</b>	Mardi 6 août : <b>Cherbourg/Barfleur</b>	Lundi 5 août : <b>Boulogne-sur-Mer</b>
Samedi 3 août : <b>Beaune</b>	Judi 1 <sup>er</sup> août : <b>Narbonne</b>	Mercredi 7 août : <b>Périgueux</b>	Mercredi 7 août : <b>Coutances/</b>	Mardi 6 août : <b>Saint-Omer</b>
<b>Aisne</b>	Vendredi 2 août : <b>Béziers</b>	Judi 8 août : <b>Limoges</b>	<b>Agon-Coutanville/Pirou</b>	Mercredi 7 août : <b>Dunkerque</b>
Judi 1 <sup>er</sup> août : <b>Soissons/</b>	Samedi 3 août : <b>Perpignan</b>	Vendredi 9 août : <b>Limoges</b>	Judi 8 août : <b>Granville/</b>	Judi 8 août : <b>Calais</b>
<b>Villers-Cotterêts</b>		Samedi 10 août : <b>Brive</b>	<b>Julouville/Carolle</b>	Vendredi 9 août : <b>Cambrai</b>
			Vendredi 9 août : <b>Fougères/Vitré</b>	Samedi 10 août : <b>Arras</b>